

Analyse de la consolidation de la responsabilité sociale des Plantations Brabanta Mapangu (PBM)

Analysis of the Consolidation of Social Responsibility at Plantations Brabanta Mapangu (PBM)

Charlotte NGWAMASHI IMBOYO^{1,*}, Utilise MAKWELA NDOMBE², Placide MALUNG'M PER³, Maurice MUSEMA⁴, Charles KUTU⁵, Freddy NGIENGI⁶

¹Section des Techniques Pharmaceutiques, Institut Supérieur des Techniques Médicales de Kikwit, Kikwit, République Démocratique du Congo

²Phytotechnie et Défense des cultures, Institut Supérieur Pédagogique de Dula, Bulungu, République Démocratique du Congo

³Faculté de Psychologie, Université Pédagogique Nationale, Kinshasa, République Démocratique du Congo

⁴Faculté des Sciences Economiques, Université de Kikwit, Kikwit, République Démocratique du Congo

⁵Faculté des Sciences Economiques, Université Catholique du Congo, Kinshasa, République Démocratique du Congo

⁶Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université de Kinshasa, Kinshasa, République Démocratique du Congo

RESUME:

Cette étude s'inscrit dans une démarche d'évaluation quantitative de l'impact des pratiques de responsabilité sociale sur le bien-être des travailleurs et des communautés environnantes. Le problème de recherche repose sur la mise en œuvre de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) au sein de la Plantation Brabanta Mapangu (PBM) demeurant incomplète malgré des efforts notables en matière sociale et environnementale. La consolidation de cette démarche exige une gouvernance plus participative et transparente. L'objectif général est d'évaluer l'impact des initiatives sociales, économiques et environnementales de PBM sur les bénéficiaires internes et externes. Il s'agit d'analyser l'effet de ces pratiques sur les conditions de vie des travailleurs, le développement économique communautaire, la protection de l'environnement et la transparence des actions de l'entreprise. L'étude repose sur une approche quantitative, à partir d'un questionnaire auto administré à 380 enquêtés, incluant travailleurs, partenaires et membres des communautés locales. Les analyses statistiques ont permis d'identifier des corrélations significatives entre les actions de PBM et la perception de leur impact socio-économique. Les résultats indiquent que les initiatives sociales et environnementales de PBM demeurent limitées, peu inclusives et parfois perçues comme instrumentalisées. La responsabilité sociale apparaît néanmoins comme un levier essentiel d'amélioration du bien-être des employés, de promotion des pratiques agricoles durables et de respect des standards environnementaux tels que les normes ISO. Les indicateurs statistiques révèlent que la taille des ménages, le statut professionnel et l'accès aux formations influencent significativement des pratiques, l'analyse statistique révèle de la taille du ménage ($p = 0,00$), soulignant l'importance de l'équité et de la transparence dans la distribution des avantages.

Mots clés : Plantation Brabanta Mapangu, palmiers à huile, responsabilité sociale des entreprises, norme ISO, développement durable

ABSTRACT :

This study is part of a quantitative assessment of the impact of social responsibility practices on the well-being of workers and surrounding communities. The research problem is based on the implementation of corporate social responsibility at the Brabanta-Mapangu Plantation, which remains incomplete despite significant social and environmental efforts. Consolidating this approach requires more participatory and transparent governance. The overall objective is to assess the impact of PBM's social, economic, and environmental initiatives on internal and external beneficiaries. The aim is to analyze the effect of these practices on workers' living conditions, community economic development, environmental protection, and the transparency of the company's actions. The study is based on a quantitative approach, using a self-administered questionnaire completed by 380 respondents, including workers, partners, and members of local communities. Statistical analyses identified significant correlations between PBM's actions and the perception of their socio-economic impact. The results indicate that PBM's social and environmental initiatives remain limited, not very inclusive, and sometimes perceived as being exploited. Social responsibility nevertheless appears to be an essential lever for improving employee well-being, promoting sustainable agricultural practices, and complying with environmental standards such as ISO standards. Statistical indicators reveal that household size, professional status, and access to training significantly influence perceptions of practices. Statistical analysis reveals household size ($p = 0.00$), highlighting the importance of fairness and transparency in the distribution of benefits.

Keywords : Brabanta Mapangu plantations, oil palms, corporate social responsibility, ISO standards, sustainable development.

*Adresse des Auteur(s)

Charlotte NGWAMASHI IMBOYO, Section des Techniques Pharmaceutiques, Institut Supérieur des Techniques Médicales de Kikwit, Kikwit, République Démocratique du Congo ;

E-mail : charlotteng@gmail.com

Tél : +243 8160413688 ;

Utilise MAKWELA NDOMBE, Phytotechnie et Défense des cultures, Institut Supérieur Pédagogique de Dula, Bulungu, République Démocratique du Congo ;

Placide MALUNG'M PER, Faculté de Psychologie, Université Pédagogique Nationale, Kinshasa, République Démocratique du Congo ;

Maurice MUSEMA, Faculté des Sciences Economiques, Université de Kikwit, Kikwit, République Démocratique du Congo ;

Charles KUTU, Faculté des Sciences Economiques, Université Catholique du Congo, Kinshasa, République Démocratique du Congo ;

Freddy NGIENGI, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université de Kinshasa, Kinshasa, République Démocratique du Congo.

I. INTRODUCTION

Dans un contexte mondial orienté vers un développement durable et équitable, la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) est devenue un levier stratégique permettant d'articuler performance économique, justice sociale et protection de l'environnement [1]. En République Démocratique du Congo (RDC), les entreprises agricoles sont particulièrement interpellées quant à leur contribution au bien-être des communautés et à la préservation des ressources naturelles [2]. Malgré certains progrès, la mise en œuvre effective de la RSE demeure limitée, freinée par des contraintes institutionnelles, économiques et organisationnelles. C'est dans ce cadre que s'inscrit la présente étude, qui analyse les efforts, les limites et les perspectives de consolidation de la RSE au sein des Plantations Brabanta Mapangu (PBM) afin d'évaluer leur rôle dans le développement communautaire et l'amélioration des conditions de vie de leurs travailleurs.

Analyse de la consolidation de la responsabilité...

A l'échelle internationale, plusieurs défis entravent le renforcement de la RSE. La multiplication des référentiels (ESG, CSRD, standards sectoriels) entraîne une surcharge administrative et financière pour les entreprises, notamment celles du Sud [3]. Le manque d'évaluations indépendantes fragilise la crédibilité des engagements, ouvrant la voie au greenwashing. De plus, l'extension des responsabilités à l'ensemble des chaînes d'approvisionnement accentue la pression sur les producteurs primaires souvent dépourvus des moyens nécessaires pour satisfaire les exigences internationales [3].

En Europe, la dynamique de consolidation de la RSE repose sur un cadre juridique exigeant, notamment la loi sur le devoir de vigilance et la directive CSRD, combiné à une forte pression sociétale. Toutefois, des écarts persistent entre les engagements formels et leur application, en raison d'un suivi insuffisant et du manque d'indicateurs pertinents [4]. Aux Etats-Unis, la RSE est davantage portée par les logiques financières et les notations ESG, mais la fragmentation réglementaire et la polarisation politique freinent l'adoption d'un cadre unifié [5]. Au Canada, si l'intégration des Objectifs de Développement Durable et la reconnaissance des droits des peuples autochtones constituent des avancées, la complexité des processus de consultation et le coût des certifications excluent souvent les petites exploitations [5].

En Afrique, la RSE se heurte à des cadres juridiques faibles, au manque de ressources et à de faibles capacités institutionnelles. Les projets restent souvent ponctuels et peu ancrés localement, les contraintes sécuritaires et le manque de financements limitent les initiatives [6].

En RDC, les plantations industrielles jouent un rôle économique majeur mais génèrent également des tensions sociales et environnementales [6]. Les défis concernent la gouvernance foncière, la gestion participative et la transparence des actions sociales. Bien que certaines entreprises réalisent des évaluations environnementales et sociales (HCV/HCS), la durabilité des actions dépend encore du suivi et de l'encadrement externe.

Le cas des Plantations Brabanta Mapangu illustre clairement ces défis [8]. L'entreprise mène certaines initiatives, études d'impact, audits environnementaux, appui aux communautés, mais celles-ci restent dispersées et insuffisamment structurées. La politique RSE n'est pas encore alignée sur des standards tels que l'ISO 26000, rendant la stratégie de développement durable peu visible.

Par ailleurs, la redistribution des bénéfices et la participation communautaire restent faibles, alimentant des tensions autour des terres et de l'accès à l'emploi. L'absence de

mécanismes formels de concertation réduit l'adhésion des communautés aux activités de l'entreprise.

Ainsi, analyser la consolidation de la RSE au sein des PBM permet de mieux comprendre les interactions entre gouvernance, développement local et durabilité environnementale. Cette analyse contribuera à identifier les conditions nécessaires pour transformer la RSE d'un outil de conformité en un véritable levier de développement durable.

II. MATERIELS ET METHODES

II.1. Conception et cadre de l'étude

Cette étude est une recherche quantitative transversale à visée analytique, menée dans la société *Brabanta située dans le secteur Mapangu, territoire d'Ilebo, Province du Kasai, en République Démocratique du Congo*, s'illustrant par une histoire riche et complexe. Brabanta est le nom donné par le premier missionnaire catholique à la paroisse Sainte-Thérèse de Mapangu. C'est le nom d'une de province de la Belgique Brabant Wallon qui est la province d'origine des premiers missionnaires catholiques, comme l'a signifié Raymond Kroll en 1997. Brabanta est un centre urbano-rural situé sur le bord du Kasai, à 850 km de la ville de Kinshasa. L'histoire commence à l'époque coloniale, à l'issue du partage du continent africain par les grandes puissances en 1885 pendant la conférence de Berlin [8].

II.2. Population

La population cible de cette étude est constituée de 2022 personnes de la société qui s'occupe de la plantation des palmiers à huile Brabanta à Mapangu.

II.3. Echantillon

La taille de l'échantillon a été calculée en utilisant la formule de ficher et est de 380 personnes.

II.4. Critères de sélection de l'échantillon

Inclusion

Être employé et être partie prenante de PBM au moment de l'enquête, avoir travaillé au moins 12 mois au sein de PBM, appartenir à l'un des secteurs clés de l'entreprise : agronomie/champs, usine/industrie, santé, ressources humaines, sécurité, administration ou développement durable.

Exclusion

Personnes ayant moins de 18 ans, personnes incapables de donner un consentement éclairé, personnes n’habitant pas la zone et sans lien direct avec PBM.

II.5. Méthode et technique de collecte des données

Pour collecter les données de l’étude, la méthode utilisée est l’enquête. Cette étude utilise la technique documentaire et un questionnaire auto administré en face à face pour collecter les données. Les données ont été collectées seul, c’est à dire sans participation d’enquêteurs.

II.6. Instrument de collecte des données

Un auteur, déclarant que le choix d’outil est laissé à l’initiative du chercheur, celui-ci doit sélectionner, non plus en fonction de la maîtrise qu’il peut avoir. L’étude a utilisé un questionnaire comme instrument de collecte de données. Ainsi, l’instrument de cette étude a été soumis à l’examen des experts en gestion. Leurs avis et considération nous ont conduit à l’adaptation et à l’élaboration de l’instrument de mesure final qui été soumis aux sujets de l’étude durant la pré-enquête.

II.7. Processus de collecte des données

Le Pré-test nous a permis de tester la validité de notre instrument, une enquête a été conduite auprès de 10 travailleurs.

L’enquête proprement dite a été menée à la société des Plantations Brabanta Mapangu pendant la période allant du 3 Mai au 15 Août 2024.

II.8. Considérations d’ordre éthique

Avant la collecte des données, le responsable des Plantations Brabanta Mapangu a été clairement informé des objectifs, méthodes et bénéfices de l’étude, et son consentement libre et éclairé a été obtenu. Les participants avaient le droit de refuser ou d’interrompre leur participation sans conséquence. Les données recueillies sont anonymisées, traitées de manière strictement confidentielle et accessibles uniquement aux chercheurs autorisés. Aucune information ne peut être diffusée sans l’accord des autorités concernées. Les résultats de la recherche visent à bénéficier équitablement à la communauté agricole, tout en évitant toute forme de discrimination ou d’exploitation.

II.9. Seuils de comparaison

Un seuil temporel sera établi pour distinguer le niveau de consolidation de la responsabilité sociale au sein des Plantations Brabanta Mapangu. Par ailleurs, une *p*-value < 0,05 sera retenue pour juger la significativité statistique des associations, indiquant moins de 5 % de probabilité que les résultats soient dus au hasard.

III. RESULTATS

III.1. Profil des répondants

Le tableau 1 suivant les caractéristiques sociodémographiques des sujets enquêtés (n = 380).

Tableau 1 : Caractéristiques sociodémographiques des sujets d’étude (n= 380)

Caractéristiques	N = 380	%
Age (ans)	Ni	%
≥30 ans	57	15
30 - 40 ans	102	26,8
40 - 50 ans	126	33,2
50 - 60 ans	76	20
≤ 60 ans	19	5
Total	380	100
Sexe	Ni	%
Masculin	294	77,4
Féminin	86	22,6
Total	380	100
Etat civil	Ni	%
Célibataire	57	15
Marié	291	76,6
Divorcé	3	0,8
Veuf	29	7,6
Total	380	100
La taille des ménages	Ni	%
≤ 2 personnes	12	3,2
3 - 4 personnes	46	12,1
5 - 6 personnes	184	48,4
≥ 7 personnes	138	36,3
Total	380	100

L’échantillon de 380 personnes est composé en majorité d’adultes de 30 à 50 ans, avec une moyenne d’âge de 42 ans illustrant une population active. Les hommes dominent largement (77,4 %), constituant le mode pour la variable

Analyse de la consolidation de la responsabilité...

sexe. Par ailleurs, 76,6 % des répondants sont mariés, témoignant d'une stabilité familiale importante. Enfin, les ménages comptent en moyenne six personnes, reflétant la présence de familles nombreuses dans la zone étudiée.

Les caractéristiques socioculturelles des répondants sont présentées au Tableau 2, et au Tableau 3 nous présentons leurs caractéristiques socio-économiques.

Tableau 2 : Caractéristiques socioculturelles des sujets d'étude (n= 380)

Niveau d'étude	Ni	%
Sans niveau	208	54,7
Primaire	49	12,9
Secondaire	86	22,6
Supérieur et universitaire	37	9,7
Total	380	100
Ethnique	Ni	%
Lele	41	10,8
Tshokwe	27	7,1
Kuba	38	10
Luba	36	9,5
Bunda	32	8,4
Wongo	41	10,8
Dinga	36	9,5
Pende	70	18,4
Belge	5	1,3
Mbala	12	3,2
Autres	42	11,1
Total	380	100

L'échantillon présente une diversité socioculturelle notable, bien que marquée par des disparités. Le niveau d'instruction demeure faible, avec une moyenne de 1,87/4 et une médiane indiquant une population majoritairement non scolarisée. Sur le plan ethnique, une pluralité de 11 groupes est observée, malgré la surreprésentation des Pende.

Tableau 3 : Caractéristiques socio-économiques des sujets d'étude (n= 380)

Occupations	Ni	%
Cadre PBM	17	4,5
Personnel administratif	54	14,2
Planton	40	10,5
Personnel usine	42	11,1
Autorité locale	38	10
Partenaire extérieur	38	10
Communauté locale	113	29,7

Autres occupations	38	10
Total	380	100
Anciennetés	Ni	%
Inférieure à 10 ans	67	17,6
10 à 20 ans	89	23,4
21 à 30 ans	120	31,6
Supérieure à 30 ans	104	27,4
Total	380	100
Revenu familiale	Ni	%
Faible	234	61,6
Acceptable	120	31,6
Suffisant	26	6,8
Total	380	100

L'échantillon présente une répartition professionnelle assez équilibrée, avec une prédominance de la communauté locale et une ancienneté majoritairement comprise entre 10 et 30 ans, reflet d'une stabilité professionnelle. En revanche, les revenus familiaux affichent de fortes disparités, la moyenne élevée masquant de nombreux ménages à faibles ressources.

III.2. Analyse des indicateurs du bien-être personnels et professionnel des agents

• Pratiques d'amélioration de travail par groupe d'intérêt

La proportion des bénéficiaires au regard de la perception des pratiques par groupe d'intérêt est donnée à la Figure 1 suivante.

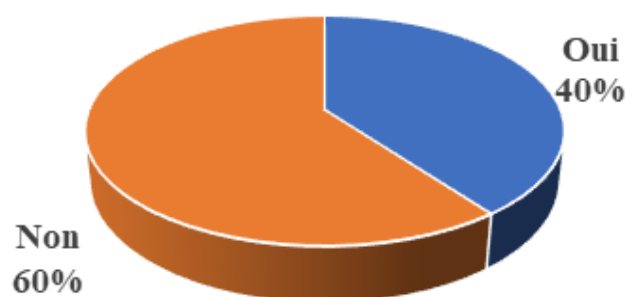


Figure 1 : Proportion des bénéficiaires au regard de la perception des pratiques par groupe d'intérêt la moyenne de 0,40 indique qu'environ 4 bénéficiaires sur 10 ont une perception favorable des pratiques, tandis que la médiane (0) confirme la dominance des opinions négatives. L'écart-type de 0,49 traduit une forte dispersion, c'est-à-dire une polarisation des perceptions : les opinions sont largement partagées entre satisfaction et insatisfaction, sans position intermédiaire. La variance de 0,24 confirme cette hétérogénéité dans la perception de l'efficacité des groupes d'intérêt.

• **Pratiques agricoles des groupes sur la durabilité**

Les résultats des perceptions sur les groupes d'intérêt au regard de la durabilité sont présentés à la Figure 2.



Figure 2 : Groupes d'intérêt au regard de la durabilité

Les résultats montrent une division parfaite des opinions : 50 % jugent les pratiques durables et 50 % non durables, révélant une absence totale de consensus. Les indicateurs statistiques (moyenne, médiane = 0,5 ; variance = 0,25) confirment une forte divergence de perception. Cette polarisation traduit une incertitude marquée quant à l'impact réel des pratiques mises en œuvre. Elle souligne la nécessité de renforcer la communication et la sensibilisation pour améliorer la compréhension et favoriser un accord collectif.

• **La rémunération et conditions de travail des employés à la PBM**

Les données recueillies de l'appréciation des répondants sur la rémunération salariale des agents sont présentées à la Figure 3.

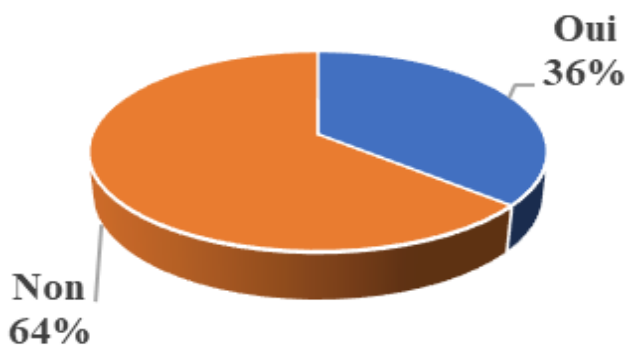


Figure 3 : Appréciation des répondants sur la rémunération salariale des agents

Cette majorité indique une insatisfaction notable des bénéficiaires concernant les aspects liés au bien-être des employés, ce qui peut soulever des préoccupations en matière de responsabilité sociale et de gestion des ressources humaines.

• **Des agents à l'accès au programme de formation**

Les données de renforcement des capacités des agents en participant au programme des formations sont fournies à la Figure 4 suivante.



Figure 4 : Groupes d'intérêt sur l'accès au programme de formation

Cette majorité relative de réponses négatives révèle l'insuffisance dans l'accès à la formation, ce qui peut constituer un frein au développement des compétences et à l'épanouissement professionnel. Il en ressort la nécessité pour l'organisation de renforcer la transparence et l'accessibilité de ses programmes de formation.

• **Agents sur l'employabilité dans la région par PBM**

La figure 5 présente le groupe d'intérêt sur l'employabilité dans la région par PBM.

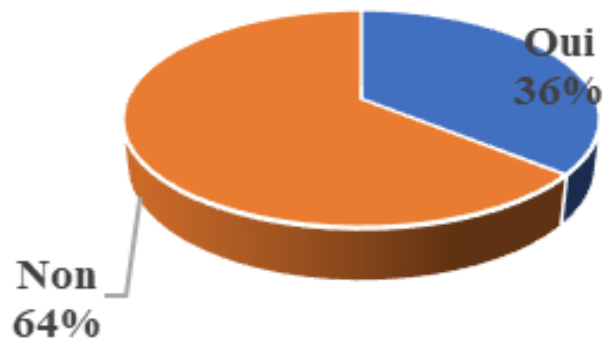


Figure 5: Le groupe d'intérêt sur l'employabilité dans la région par PBM

Sur un total de 380 enquêtés, 33% estiment que l'employabilité est présente dans la région, tandis que 67% considèrent qu'elle ne l'est pas. Cette majorité significative de réponses négatives met en évidence une perception globalement défavorable de l'environnement local en matière d'opportunités d'emploi, ce qui pourrait refléter des défis économiques ou un décalage entre l'offre de formation et les besoins du marché du travail.

Analyse de la consolidation de la responsabilité...

- **Groupes d'intérêt au regard des emplois créés par les communautés locales et les employeurs externes**

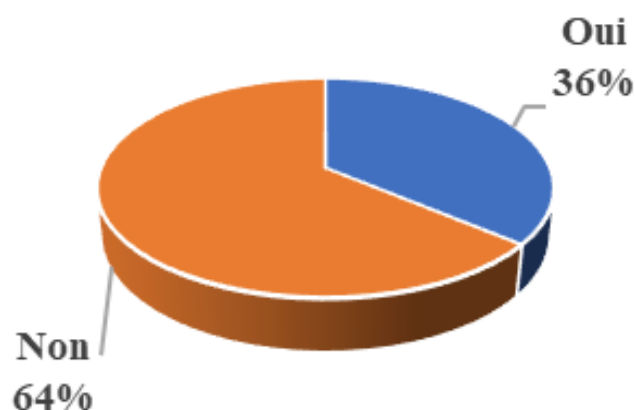


Figure 6 : Proportion des emplois créés par les communautés locales et les employeurs externes

Sur les 380 enquêtés, 41% reconnaissent l'existence de telles initiatives, tandis que 59% estiment le contraire. Cette majorité de réponses négatives suggère une faible visibilité ou une insuffisance perçue des efforts en matière de création d'emplois, que ce soit par les acteurs locaux ou externes, ce qui pourrait limiter l'impact socio-économique sur la région.

- **L'opportunité des formations par les groupes d'intérêts**

La figure 7 présente la perception des groupes d'intérêt quant à l'opportunité des formations proposées.

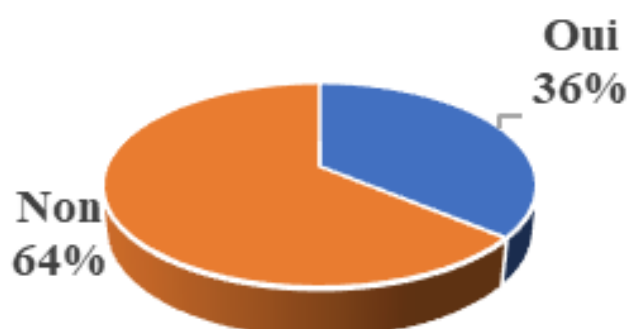


Figure 7 : Perception par rapport à l'opportunité des formations perçues par les groupes d'intérêt

Sur un total de 380 répondants, seuls 36 % considèrent ces formations comme opportunes, tandis que 64% ne les jugent pas pertinentes. Cette majorité critique suggère une inadéquation perçue entre les formations offertes et les besoins ou attentes des bénéficiaires, mettant en évidence la

nécessité de réévaluer le contenu, les objectifs ou la cible des formations.

III.3. Analyse bivariée

La relation entre la taille de ménages et la proportion des bénéficiaires au regard des pratiques par groupes d'intérêt est présentée au Tableau 4.

Tableau 4: Relation entre la taille de ménages et la proportion des bénéficiaires au regard des pratiques par groupes d'intérêt

Variables	Proportion des bénéficiaires au regard des pratiques par groupe d'intérêt						Paramètres statistiques			
	Ou	%	Non	%	Tot	%	χ^2	ddl	p	DS
Taille de ménage										
≤ 2	12	3,2	0	00	12	3,2	187,92	3	0,00	TS
3-4	46	12,1	0	00	46	12,1	2		0	
5-6	93	24,5	91	23,9	184	48,4				
> 7	0	00	138	36,3	138	36,3				
Total	151	39,7	229	60,3	380	100				

Le tableau 4 montre une association statistiquement significative entre la taille du ménage et le statut de bénéficiaire ($\chi^2 = 187,92$; ddl = 3 ; $p = 0,00$), indiquant que la composition familiale influence fortement l'accès au programme. Les ménages de 5 à 6 personnes forment la majorité des bénéficiaires (24,5 %), alors que ceux de plus de 7 personnes n'en comptent aucun. A l'inverse, les ménages de 3 à 4 personnes sont bénéficiaires sans enregistrer de non-bénéficiaires.

La relation entre les occupations des enquêtés et la proportion des bénéficiaires au regard des pratiques par groupe d'intérêt est donnée au Tableau 5.

Tableau 5: Relation entre les occupations des enquêtés et la proportion des bénéficiaires au regard des pratiques par groupe d'intérêt

Variables	Proportion des bénéficiaires au regard des pratiques par groupe d'intérêt						Paramètres statistiques			
	Oui	%	Non	%	total	%	χ^2	ddl	p	DS
Occupation										
Cadre PBM	17	4,5	0	00	17	4,5	187,92	3	0,00	TS
Personnel administratif	54	14,2	0	00	54	14,2				
Plantation	40	10,5	0	00	40	10,5				
Personnel usine	40	10,5	2	0,5	42	11				
Autorité locale	0	00	38	10	38	10				
Partenaire extérieur	0	00	38	10	38	10				
Communauté locale	0	00	113	35	113	29,8				
Autres occupations	0	00	38	10	38	10				
Total	151	39,7	229	60,3	380	100				

Les résultats montrent que seuls 39,7 % des participants se déclarent bénéficiaires, et ces avantages concernent exclusivement les catégories professionnelles internes à l'organisation. Aucun acteur externe autorités locales, partenaires ou communauté n'en bénéficie, révélant une répartition fortement inégale. Le test du khi-deux ($\chi^2 = 187,92$; $p = 0,00$) confirme une association hautement significative entre l'occupation et l'accès aux bénéfices.

Les autres relations étudiées sont données aux tableaux 6-9.

Tableau 6 : Relation entre Proportion des bénéficiaires au regard des pratiques par groupe d'intérêt et des emplois créés par les communautés locales et les employeurs externes

Variables	Proportion des bénéficiaires au regard des pratiques par groupe d'intérêt						Paramètres statistiques			
	Oui	%	Non	%	total	%	χ^2	Ddl	p	DS
Des emplois créés										
Oui	151	39,7	4	1,1	155	40,7	363,	1	0,0	T

	72		0			
Non	00	00	225	67,	225	59,3
				1		
Total	151	39,	22	68,	380	100
		7	9	3		

Le test du chi carré ($\chi^2 = 363,72$; $ddl = 1$; $p = 0,00$) indique une relation hautement significative entre des emplois créés par les communautés locales et les employeurs externes et Proportion des bénéficiaires au regard des pratiques par groupe d'intérêt

Tableau 7: Proportion des bénéficiaires au regard de la perception des pratiques par groupe d'intérêt et l'opportunité des formations perçues par les groupes d'intérêt exprimer ci-dessus

Consolidation de la responsabilité sociale	Proportion des bénéficiaires au regard des pratiques par groupe d'intérêt n=380						Paramètres statistiques			
	Oui	%	Non	%	Tot	%	χ^2	Ddl	p	DS
Opportunité des formations par les groupes d'intérêt										
Oui	137	36	00	00	137	36	324,90	1	0,00	T
Non	14	3,7	229	60	243	64				
Total	151	39,7	229	60	380	100				

Le test du khi carré ($\chi^2 = 324,90$, $ddl = 1$, $p = 0,00$) révèle une relation statistiquement significative entre la perception des pratiques de responsabilité sociale et l'appréciation de l'opportunité des formations. L'écart-type suggère une forte tendance au regroupement des réponses selon la cohérence des perceptions.

Tableau 8: Relation entre la proportion des bénéficiaires au regard de la perception des pratiques par groupe d'intérêt et la rémunération et conditions de travail des employés

Variables	Proportion des bénéficiaires au regard des pratiques par groupe d'intérêt n=380						Paramètres statistiques			
	Oui	%	Non	%	total	%	χ^2	ddl	p	DS
Rémunération et conditions de travail des employés										
Oui	138	36,3	13	3,4	151	38,7	360,	3	0,0	T
Non	0	00	229	60,3	229	60,3				
Total	138	36,3	242	63,7	380	100				

Analyse de la consolidation de la responsabilité...

Le tableau 9 analyse la relation entre la proportion des bénéficiaires des pratiques par groupe d'intérêt et la rémunération et les conditions de travail des employés, sur un échantillon de 380 répondants. Les résultats montrent une association statistiquement significative ($\chi^2 = 360,29$; ddl = 3 ; $p = 0,00$) entre ces deux variables. En effet, 38,7% des répondants perçoivent positivement les pratiques de responsabilité sociale et déclarent également être satisfaits des rémunérations et conditions de travail des employés. A l'inverse, 60,3% des bénéficiaires ne perçoivent pas favorablement ces pratiques et expriment une insatisfaction concernant la rémunération et les conditions de travail.

Les résultats de l'analyse bivariée rapportés dans ce travail sont assez satisfaisants. Pour la relation entre la taille de ménage et la proportion des bénéficiaires au regard des pratiques par groupes d'intérêt, les résultats montrent que 39,7% des bénéficiaires évaluent favorablement les pratiques, contre 60,3% défavorablement. L'analyse statistique révèle un fort effet de la taille du ménage ($\chi^2 = 187,92$; ddl = 3 ; $p = 0,00$), confirmant son influence sur l'évaluation [9]. Ces résultats confirment les conclusions de la littérature, qui souligne que les grands ménages sont souvent défavorisés dans l'accès aux programmes sociaux [9].

Le tableau 5 montre une relation significative entre l'occupation et l'évaluation des pratiques RSE ($\chi^2 = 187,92$; $p = 0,00$). Les employés internes évaluent plus favorablement les initiatives en raison de leur implication et des retombées tangibles [10]. A l'inverse, les acteurs externes-autorités locales, partenaires et communauté donnent des scores plus faibles, comme le confirment certains auteurs [11]. Ce contraste traduit un déséquilibre entre bénéficiaires internes et externes.

Le test du khi-deux ($\chi^2 = 360,29$; ddl = 3 ; $p = 0,00$) révèle une relation significative entre l'ancienneté et l'évaluation des bénéfices, traduisant un accès inégal aux retombées.

Les résultats du tableau 6 montrent que 40,7% des enquêtés évaluent positivement la création d'emplois par la PBM, contre 59,3% négativement. Le χ^2 (363,72 ; $p = 0,00$) confirme une relation significative entre la politique d'emploi et l'évaluation communautaire des pratiques RSE. L'intégration des populations locales dans les activités économiques renforce la crédibilité sociale de l'entreprise [12]. Cependant, la majorité des enquêtés attribue un score faible, suggérant une répartition inégale des opportunités. La PBM pourrait renforcer ses programmes d'embauche et de formation ciblant les jeunes et les femmes pour améliorer son impact, comme recommandé dans la littérature. Les partenariats de co-emploi entreprises-communautés favorisent la cohésion sociale et l'adhésion locale. En

comparaison, le score mitigé de la PBM traduit la nécessité d'une meilleure participation communautaire dans sa politique d'emploi, en ligne avec les observations des auteurs précédents.

Pour le tableau 8, mettant en exergue la relation entre les pratiques RSE et l'appréciation des rémunérations et conditions de travail, les résultats du tableau montrent une forte dépendance entre l'évaluation des pratiques RSE et l'appréciation des rémunérations et conditions de travail, près de 40% des répondants positifs à la RSE sont satisfaits de leur rémunération. Le lien statistiquement significatif ($p < 0,01$) indique que les dimensions matérielles influencent directement le score global d'appréciation des pratiques sociales [13]. Les analyses récentes distinguent les pratiques RSE « substantielles » des « symboliques » : seules les premières génèrent des avantages réels et renforcent la confiance. De meilleures conditions de travail favorisent l'engagement et la loyauté, améliorant ainsi le score d'évaluation des pratiques RSE. La littérature confirme que la satisfaction matérielle est un préalable à la reconnaissance des efforts RSE et insiste sur la crédibilité des actions sociales fondée sur des bénéfices tangibles [12].

IV. CONCLUSION

Cette étude sur l'analyse de la consolidation de la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) des Plantations Brabanta Mapangu (PBM) avait pour objectif général d'évaluer le niveau de consolidation de la RSE au sein de PBM, en identifiant les pratiques sociales, économiques et environnementales mises en œuvre, en mesurant leur impact observé sur les travailleurs et les communautés locales, et en proposant des stratégies d'amélioration durable.

Le problème central de cette étude réside dans la capacité limitée de PBM à intégrer de manière cohérente ses dimensions sociales, économiques et environnementales, tout en répondant efficacement aux attentes des travailleurs et des communautés.

Cette étude se fonde sur l'hypothèse selon laquelle les actions sociales, économiques et environnementales mises en œuvre par PBM n'ont aucun effet significatif sur la satisfaction des travailleurs et des communautés. Leur impact n'est pas influencé par la planification, la communication ou le niveau d'implication des bénéficiaires dans les initiatives de responsabilité sociale.

Les analyses statistiques réalisées montrent que 39,7% des bénéficiaires déclarent une appréciation favorable des pratiques de PBM, contre 60,3% qui en donnent une évaluation défavorable. Le test du chi carré ($\chi^2 = 187,92$; ddl

= 3 ; $p = 0,00$) confirme l'existence de différences significatives entre les groupes étudiés.

Une divergence notable apparaît selon l'ancienneté : les employés récents présentent davantage d'appréciations positives, tandis que les employés de longue date expriment majoritairement des évaluations négatives. De même, environ 38,7 % des répondants ayant bénéficié de formations évaluent positivement les actions sociales, contre 60,3 % des non-bénéficiaires qui en donnent une appréciation négative. Le χ^2 élevé ($p = 0,00$) confirme ces différences. Par ailleurs, 40,7 % des enquêtés jugent que la création d'emplois par PBM constitue une action socialement responsable, tandis que 59,3 % estiment qu'elle n'a pas d'effet notable, ce qu'atteste également un χ^2 significatif (363,72 ; $p = 0,00$). Les résultats indiquent que plusieurs variables notamment la taille du ménage, le statut professionnel et l'accès aux formations influencent significativement l'évaluation des pratiques de PBM ($p = 0,00$), soulignant l'importance de l'équité et de la transparence dans la distribution des avantages.

Ainsi, les résultats obtenus confirment l'hypothèse nulle selon laquelle les actions de PBM ne produisent pas d'effets positifs uniformes et ne répondent pas de manière équitable et durable aux attentes des groupes concernés.

Au regard des résultats trouvés, nous formulons quelques recommandons suivantes :

- Formalisation et régulation de la RSE : L'État doit encadrer juridiquement la RSE en RDC, en la transformant d'un engagement volontaire en obligation réglementée avec des mécanismes de contrôle efficaces.
- Renforcement de la gouvernance et de la concertation : PBM doit favoriser la communication et la collaboration avec toutes les parties prenantes, par exemple via une plateforme multipartite pour la co-construction de solutions durables.
- Adoption sincère des normes et pratiques internationales : Encourager l'application des normes ISO et autres standards de gestion intégrée comme outils pratiques et non comme simple label marketing, avec un accompagnement technique approprié.
- Intégration d'une approche RSE durable et inclusive : Consolider la stratégie RSE de PBM en privilégiant le développement durable, le respect des droits des travailleurs et des communautés locales, et la protection de l'environnement.

REFERENCES

DOI: <https://doi.org/10.71004/rss.026.v5.i1.74>

Journal Website: www.rss-istm.net

Reçu le 06/04/2026 ; Révisé le 07/05/2026 ; Accepté le 09/05/2026

1. Crifo P, Ponssard JP. La responsabilité sociale et environnementale des entreprises est-elle soluble dans la maximisation du profit ? *Sociétal*. 2009 ;3 :96-106.
2. Kabeya CK, Fielefack C, Nkombe AK, Biayi GM, Kaseya PK, Trefon T. Évaluation de la perception des ressources naturelles par les communautés locales du domaine de chasse et réserve de Bombo-Lumene à Kinshasa : vers une approche intégrée pour la conservation et le développement durable. *Revue Africaine d'Environnement et d'Agriculture*. 2024 ;7(4) :148-160.
3. Capron M, Quairel-Lanoizelée F. La responsabilité sociale d'entreprise. Paris : La Découverte ; 2007.
4. Margolis J, Elfenbein H, Walsh J. Does it pay to be good? A meta-analysis and redirection of research on the relationship between corporate social and financial performance. *Harvard University Working Paper*. 2007.
5. Ambec S, Lanoie P. When and why does it pay to be green? *Acad Manage Perspect*. 2008; 23:45-62.
6. Biayi MG, Kwa Mungu SD, Bolaluembe CP. Conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles dans le domaine de chasse et réserve de Bombo-Lumene en République Démocratique du Congo. *Int J Biol Chem Sci*. 2022 ;16(6) :2829-2840.
7. OKAPI Environnement Conseil. Étude d'impact environnemental et social des équipements additionnels (usine, quai, extension plantation Forêt de Lumbunji et Malembe) du projet de palmeraie à l'huile de Brabanta Mapangu [Internet]. 2012 [cité 13 mai 2026]. Disponible sur: Etude d'impact environnemental et social du projet Brabanta Mapangu.
8. Socfin. Brabanta [Internet]. [cité 13 mai 2026]. Disponible sur : Brabanta – Socfin
9. Dandonougbo Y, Johnson AA, Gnedeka KT. Capital humain et sécurité alimentaire des ménages au Togo. *RIELF*. 2023 ;8 (2). doi :10.18559/rielf.2023.2.7.
10. Telfouche T, Ouhadda F. L'évaluation du personnel au travers de la stratégie de la gestion des carrières. Cas : NAFTAL Tizi-Ouzou [Internet]. Tizi-Ouzou : Université Mouloud Mammeri ; 2023 [cité 2 mars 2026]. Disponible sur : Dspace UMMTO

Analyse de la consolidation de la responsabilité...

11. Ouadi M. Les indicateurs de communautés et l'action intersectorielle : étude de cas [thèse de doctorat sur Internet]. École nationale d'administration publique; 2025 [cité 2 mars 2026]. Disponible sur : Espace ENAP
12. Muhammad Yunus. Creating a World Without Poverty: Social Business and the Future of Capitalism. New York : Public Affairs; 2007.
13. Bouchoura A. Impact des pratiques de la RSE sur la performance sociale de l'entreprise [thèse de doctorat]. Alger : ESC Alger ; [date inconnue]. Disponible sur : Dspace ESC Alger.